



DOSSIER

Élections européennes



LES ENJEUX ÉCOLOGIQUES DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Fiche Producteurs fossiles

Février 2024

Quelle stratégie européenne vis-à-vis des producteurs d'énergies fossiles ?

Carolina Goncalves, Chargée de mission à LFE

Géraud Guibert, Président de LFE

Eric Vidalenc, Directeur régional adjoint à l'ADEME

Jusqu'à une période récente, les engagements internationaux et la politique climatique portaient quasi exclusivement sur les émissions de gaz à effet de serre plutôt que directement sur l'essentiel de leur origine, les énergies fossiles.

La COP 26 à Glasgow en 2021 a marqué une première évolution importante en préconisant d'accélérer pour le charbon « *les efforts en vue de la réduction progressive de l'électricité produite à partir du charbon non adossée à des dispositifs de captage ou de stockage de carbone ("unabated") et des subventions inefficaces aux énergies fossiles* ». La présence dans un texte international sur le climat d'un engagement sur une source d'énergie explicitement désignée constitue une première. Parallèlement, dans la « déclaration sur la transition du charbon vers l'énergie propre » regroupant plusieurs dizaines de pays, les signataires s'engagent notamment à « *assurer une transition vers la sortie de l'électricité produite à partir du charbon [...] dans la décennie 2040 et, pour les économies majeures, dans la décennie 2030* » et à « *mettre fin à la délivrance de nouveaux permis et de nouvelles constructions de centrales de production d'électricité produite à partir du charbon, non adossée à des dispositifs de captage ou de stockage de carbone.* »

L'accord de la COP 28, fin 2023, semble confirmer qu'une bascule s'opère. Le texte évoque explicitement les énergies fossiles, en appelant à « *transitionner hors des énergies fossiles dans les systèmes énergétiques, d'une manière juste, ordonnée et équitable, en accélérant l'action dans cette décennie cruciale, afin d'atteindre la neutralité carbone en 2050 conformément aux préconisations scientifiques pour cibler les énergies fossiles* ».

Parallèlement, la contestation des politiques menées par un certain nombre de grands producteurs monte en puissance ces dernières années. Elle critique les profits importants faits par ces entreprises du fait de la crise énergétique et de la hausse des prix, sans rétrocession jugée suffisante aux consommateurs ou aux États. Elle demande la remise en cause des stratégies d'investissement de ces grandes firmes, qui ne sont pas en ligne avec l'objectif de stabilisation climatique à l'horizon 2025.

S'agissant du pétrole et du gaz, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) indique dans son rapport de 2023¹ que, pour atteindre la neutralité carbone en 2050, la consommation doit se réduire de 75 % à cette échéance. Ceci suppose que les firmes concernées consacrent d'ores et déjà au moins 50 % de leurs investissements à des projets d'énergie propre, contre 2,5 % en 2022 (et entre 15 et 25 % pour les quatre « majors » Equinor, Shell, BP et TotalEnergies). Cela suppose en outre, selon les projections de cet organisme, l'arrêt du développement de nouveaux projets de production de pétrole et de gaz.

1. Dans le dernier mandat, une approche européenne très peu tournée vers la production d'énergies fossiles

Les objectifs fixés au niveau européen (cf. fiches climat et politique énergétique) portent sur la réduction des émissions de GES, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, mais pas directement sur les énergies fossiles. La guerre en Ukraine a cependant conduit à fixer, dans le cadre du paquet climat « Fit for 55 », un objectif de réduction de 30 % de la consommation en gaz naturel d'ici 2030. La politique climatique et énergétique européenne est de fait une politique de réduction de la consommation des énergies fossiles, mais sans les cibler directement. La décision d'interdire la vente de véhicules thermiques neufs à partir de 2035 n'empêche pas par exemple que l'électricité alimentant les nouvelles gammes de véhicules puisse provenir de sources fossiles. De fait, la consommation

¹ World Energy Outlook 2023 (windows.net)

d'énergies fossiles en Europe ne diminue que légèrement (-5 % en 20 ans) depuis le début des années 2000 avec un pic à 11 000 TWh².

La nouveauté du dernier mandat européen est cependant d'organiser une réduction coordonnée de la consommation de gaz, mais du fait de la guerre en Ukraine plutôt que de la politique climat. Dans son programme REPowerEU, le Conseil a décidé, sur proposition de la Commission européenne, que les États membres réduiraient leur consommation de gaz de 15 % entre août 2022 et mars 2023 par rapport à la moyenne des cinq dernières années sur la période. Les résultats sont concluants : la réduction a été de 19 %³. La Finlande a même réduit sa consommation de moitié⁴.

Le charbon voit de son côté sa part décroître depuis les années 1990 en Europe (-75 % en 30 ans). Il ne s'agit plus du principal combustible fossile utilisé pour la production d'électricité dans l'UE, sauf notamment pour les Balkans occidentaux, l'Allemagne et la Pologne⁵.

Dans les dernières années, la pandémie du coronavirus suivie de l'invasion russe de l'Ukraine a entraîné la mise en place de subventions aux consommateurs d'énergies fossiles, en contradiction forte avec une trajectoire de diminution. Les États membres ont dépensé près de 600 Mds € pour limiter les hausses de prix, faisant de l'Union européenne la responsable des deux tiers des aides gouvernementales mondiales attribuées pour l'accessibilité énergétique à court terme⁶. Ces subventions ont facilité le rebond conjoncturel des énergies fossiles lié à la reprise économique à la suite à la crise du COVID-19.

2. L'enjeu : la régulation de la production d'énergies fossiles

L'enjeu n'est que très partiellement sur le territoire européen. La consommation de pétrole en Europe repose à 90 % sur des importations (446 Mt/an). De 41 Mt/an dans les années 2000⁷, sa production actuelle plafonne à 17 Mt/an (avec la Roumanie, le Danemark et l'Italie comme seuls producteurs notables). La dépendance européenne au gaz importé est encore plus importante avec 97 % d'importation. Les Pays-Bas et la Roumanie, principaux producteurs européens, ont vu leur production, déjà faible, baisser encore de 7 % entre 2021 et 2022⁸.

Concernant le charbon, la Pologne et l'Allemagne sont les deux principaux producteurs. Dans un contexte de réduction forte de la consommation, la dépendance de l'UE est donc moindre, avec seulement 40 % de combustibles solides fossiles importés, mais quelque 60 % pour le charbon en particulier⁹. La production d'électricité à partir de sources fossiles diminue en Europe (40 % soit moins de 1 100 TWh en 2022), avec notamment une division par deux du charbon en 20 ans. Au premier semestre 2023, la proportion d'électricité produite à partir d'énergies fossiles est même tombée à 33 %, le plus bas niveau depuis les années 2000. La dépendance énergétique, et en particulier fossile, de l'UE, reste donc importante, et c'est bien sûr un argument majeur pour accentuer l'effort en matière d'efficacité énergétique, de sobriété et d'énergie décarbonée.

L'étude sur les « bombes carbone¹⁰ » réalisée en 2022 fait état l'existence de plus de 420 sites autour du globe. L'Union européenne ne fait pas partie des territoires à en accueillir le plus¹¹. C'est logique puisque l'Europe et l'Asie ne concentrent que 9,1 % des ressources prouvées de pétrole, alors

² Eurostat - https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Energy_statistics_-_an_overview#Final_energy_consumption et IEA - <https://www.iea.org/regions/europe>

³ Rédaction. (2023, June 16). REPowerEU : comment l'Union européenne veut sortir de sa dépendance aux énergies fossiles russes.

[Touteleurope.eu](https://touteleurope.eu). REPowerEU : comment l'Union européenne veut sortir de sa dépendance aux énergies fossiles russes - [Touteleurope.eu](https://touteleurope.eu)

⁴ Eurostat. (2022, December 20). EU gas consumption down by 20.1%. *Eurostat*. [EU gas consumption down by 20.1% - Products Eurostat News](https://ec.europa.eu/eurostat/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=en&plugin=1)

⁵ *Europe – Countries & Regions - IEA*. (n.d.). IEA. [Europe – Countries & Regions - IEA](https://www.iea.org/countries-and-regions)

⁶ *Government Energy Spending Tracker – Analysis - IEA*. (n.d.). IEA. [Government Energy Spending Tracker – Analysis - IEA](https://www.iea.org/government-energy-spending-tracker)

⁷ Soit moins que la consommation annuelle de la France pour donner un ordre de grandeur

⁸ Statistics explained. (n.d.). [Natural gas supply statistics](https://www.eurostat.ec.europa.eu/fr/statistics-explained)

⁹ *Statistics explained*. (n.d.). [Coal production and consumption statistics](https://www.eurostat.ec.europa.eu/fr/statistics-explained)

¹⁰ Il s'agit de sites majeurs d'extraction d'énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) dont le potentiel d'émissions de CO₂ liées à l'utilisation des produits nuit au respect des +1.5°C.

¹¹ Aubert, R., Sanchez, L., & Vaudano, M. (2023, 31 octobre). « Bombes carbone » : explorez la carte mondiale des mégagisements de ressources fossiles. *Le Monde.fr*. [Bombes carbone](https://www.lemonde.fr) : explorez la carte mondiale des mégagisements de ressources fossiles

que le Moyen-Orient centralise près de la moitié des réserves mondiales¹². L'UE des 27 fait partie du « reste du monde » qui comprend seulement 12 % des réserves mondiales de gaz naturel¹³ et 7,3 % des réserves mondiales de charbon en 2020¹⁴. L'Union européenne a cependant une bien plus grande responsabilité dans la production fossile. Ainsi, la multinationale française TotalEnergies est la deuxième plus grosse productrice derrière l'entreprise chinoise China Energy. Sur les 425 bombes carbone recensées, TotalEnergies exploite 23 de ces sites d'extraction, dont le plus grand et le plus polluant, North Field, situé au Qatar.

Il est donc essentiel que l'action climatique européenne soit complétée par une régulation plus rigoureuse sur les investissements, notamment à l'étranger, des entreprises énergétiques, dans l'idéal la totalité d'entre elles, et en tous cas celles à capitaux majoritairement européens. La production des énergies fossiles s'effectue certes dans un marché globalisé (mondialisé pour le pétrole et le charbon, partiellement régionalisé pour le gaz) qui dépasse les frontières européennes. Mais la politique climatique n'a aucune chance d'aboutir à des résultats satisfaisants en l'absence d'effort pour diminuer en même temps la consommation et la production. Il serait très malsain que les consommateurs soient, de fait, encouragés à ne pas investir ou changer de comportement face à une disponibilité massive d'énergies fossiles perçue comme pérenne. C'est d'autant plus important d'agir suffisamment en amont que la tentation pour ces firmes est d'exploiter au maximum les réserves dont elles disposent ou qu'elles estiment, et d'éviter d'avoir à les laisser dans le sol.

L'orientation souhaitable a de ce point de vue été fixée par l'AIE : pas de nouveau projet de production, des investissements dans le renouvelable à parité avec ceux dans les énergies fossiles. Les Européens ont les moyens d'agir, en collaboration avec les autres pays occidentaux. Ils doivent en outre répondre aux revendications d'une partie de leurs populations, qui ne comprendrait pas que ces grandes firmes s'exonèrent des efforts à fournir.

3. Pour une régulation européenne et internationale de la production d'énergie fossile

Trois grandes orientations méritent d'être mises en débat au niveau européen :

❖ **Publier une vision consolidée et prospective de l'activité des groupes énergétiques** en s'appuyant sur la directive CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) avec affichage des moyens choisis pour l'atteinte de la neutralité climatique d'ici 2050.

❖ Réunir les industriels producteurs fossiles sous l'égide des institutions internationales pour **rendre publics à échéances fixes les engagements concrets de ces producteurs** sur les différents périmètres (Europe, Monde...) et sur les différentes énergies (fossiles, EnR, nucléaire), les mettre en perspective et en débat et pousser ainsi à une généralisation des meilleures pratiques.

❖ **Conditionner certains dispositifs européens** s'appliquant aux entreprises, charbonnières, pétrolières et gazières, par exemple en matière fiscale, **au respect d'une trajectoire crédible de diminution des émissions de gaz à effet de serre découlant de leurs activités.**

¹² Énergies, C. D., & Énergies, C. D. (2016, December 15). *Réserves de pétrole dans le monde*. Connaissance Des Énergies. [Réserves de pétrole dans le monde](#)

¹³ *Réserves mondiales de gaz naturel*. (n.d.). Planète Énergies. [Réserves mondiales de gaz naturel | Planète Énergies](#)

¹⁴ *Réserves mondiales de charbon*. (n.d.). Planète Énergies. [Réserves mondiales de charbon | Planète Énergies](#)

A RETROUVER DANS LE DOSSIER

<https://www.lafabriqueecologique.fr/dossier-6-les-enjeux-ecologiques-des-elections-europeennes/>

CHAPITRE 1 : CLIMAT ET BIODIVERSITÉ

L'action climatique : une nouvelle étape, un changement de méthodes
Biodiversité : pour une approche stratégique, au-delà de simples objectifs
Rendre concrète la transition juste
L'écologie face à la montée du populisme
Sobriété, quel récit pour l'Union européenne
Choisir les bons mots pour l'écologie européenne
Politique d'adaptation à l'échelle européenne

CHAPITRE 2 : AGRICULTURE ET ALIMENTATION

Politique agricole et alimentaire européenne, une nécessaire refondation
Renforcer la régulation européenne des OGM et nouveaux OGM
Lutte contre les pesticides en Europe : la grande désillusion
Engager la transition sociale et écologique des pêches d'ici 2030
Condition animale : les bons sentiments ne suffisent pas
Le tournant climatique et environnemental de la politique commerciale européenne : une avancée fragile à consolider et à développer
L'artificialisation des sols : l'essentiel reste à faire

CHAPITRE 3: ÉNERGIE ET ENTREPRISES

Des politiques énergétiques au milieu du gué
Quelle stratégie européenne vis-à-vis des producteurs d'énergies fossiles ?
Le système d'échange de quotas : garde-fou face à la vague populiste ?
La mobilité des personnes et des biens : il reste tant à faire
L'Europe, chef de file de la durabilité des entreprises
La low-tech, angle mort de la politique industrielle de l'UE
L'impact écologique du numérique : des premières mesures, à renforcer

CHAPITRE 4 : CITOYENS ET ENVIRONNEMENT

Réenchanter l'Europe de l'eau
Consommation durable : de nombreuses initiatives à finaliser et amplifier
Un nouveau souffle pour la co-construction citoyenne de la transition écologique
Impliquer plus et mieux les territoires
Une Europe pionnière pour la reconnaissance du crime d'écocide
Pollution atmosphérique : redoubler d'efforts
Pollution sonore : un sujet majeur trop mal traité